

LE VIÊT-NAM ACTUEL

QUELQUES DOCUMENTS

BÙI XUÂN QUANG
ĐÌNH TRONG HIÊU
LÂM THANH LIÊM
JEAN MAÏS
NGUYÊN HUU CHUNG
TÔN THẬT THIÊN

ADIEU MOSCOU ! BONJOUR SINGAPOUR

L'UNION SOVIETIQUE DISPARUE,

LE PCV SE TOURNE VERS L'ASEAN

Tôn Thất Thiệp

I - Il n'est pas possible de parler de l'évolution de la politique étrangère du Viêtnam, ou plutôt, du Parti Communiste du Viêtnam (PCV), en dix minutes. Aussi, je me bornerai à noter les faits les plus significatifs survenus le plus récemment, et, si j'en ai le temps, montrer de quelle façon, et jusqu'à quel point, les grands changements survenus dans le monde au cours des dernières années, en particulier, l'effondrement de l'URSS et l'évaporation du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), ont affecté le PCV, le forçant à reconnaître les contraintes de la géographie et les limites de la solidarité idéologique.

II - Premier grand fait : le 20 janvier dernier, à Kuala Lumpur, le premier ministre du Viêtnam VO VAN KIÊT, qui y était en visite officielle, a demandé formellement au premier ministre de Malaisie, Mahatir Mohammad, de soulever la question de l'admission du Viêtnam à l'ASEAN à la prochaine réunion au sommet de cette organisation, qui devait se tenir à Singapour à la fin du mois. Cinq semaines plus tard, à Manille, où il était aussi en visite officielle, M. Kiet a demandé à Madame Corazon Aquino, présidente des Philippines, de proposer l'admission du Vietnam à cette organisation lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de l'organisation à Manille en juillet.

M. Kiet, son ministre des Affaires étrangères, Nguyen Manh Cam, ainsi que les lieutenants de ce dernier, Vu Khoan et Le Mai, vice - ministres, et d'autres membres du gouvernement, dont le ministre du Tourisme Le Van Triêt, membre du Politburo, et Nguyen Co Thach, ancien ministre des Affaires étrangères, en visite en Asie du Sud-Est, ont mené une grande campagne en faveur de l'admission du Vietnam à l'ASEAN. Ils étaient prêts à accepter pour le Viêtnam le statut d'observateur, pour commencer. Pour ceci, ils étaient prêts à signer le Traité d'amitié et de coopération de 1976, si les membres actuels de l'ASEAN y consentaient.

Pour faciliter ce consentement, M. Kiet et ses collègues ont multiplié des déclarations rassurantes. Le facteur idéologique était minimisé. Pour son gouvernement, dit M. Kiet à Manille, la coopération avec les pays de l'Asie et du Pacifique, "en particulier avec les pays économiquement dynamiques de l'Asie du Sud-est", est "une priorité". La signature du traité par le Viêtnam mettra fin à de longues années de confrontation entre le

Vietnam et l'ASEAN, dit Nguyen Manh Cam. "Nous devons oublier le passé pour penser à l'avenir", ajouta-t-il. Le Vietnam désirait adhérer au traité "le plus tôt possible", dit Vu Khoan.

Des différences existent entre le système économique vietnamien et ceux des membres de l'ASEAN, admit Le Mai, mais en signant le traité, le Vietnam "respectera tous les principes de ce traité", dit-il. Le Vietnam a besoin de créer une atmosphère pacifique pour concentrer tous ses efforts à son développement économique. Pour cette raison, avoir des relations avec les pays de la région est "de la plus haute importance". Et "nous faisons tous les efforts possibles pour renforcer nos relations avec les pays de l'ASEAN", ajouta-t-il.

Les collègues de Le Mai sont allés plus loin dans la minimisation du facteur idéologique. Le Van Triet exhorta les pays de l'ASEAN à "placer les intérêts plus larges de la région au dessus des leurs" (!), passant ainsi sur le fait bien connu que le PCV a considéré le Vietnam comme "un avant-poste du socialisme en Asie du Sud-est", et a toujours placé la victoire de la révolution communiste mondiale au-dessus de tout autre objectif. Il a ajouté que si le Vietnam était invité à signer le traité, ce serait "dans la nature des choses" (!) Nguyen Co Thach, qui a passé de longues années à défendre la thèse de l'irréversibilité de l'existence de "deux blocs" - ASEAN et Indochine - en Asie du Sud Est, a, tout sérieusement, affirmé que les intérêts du Vietnam et de l'ASEAN sont "les mêmes" (!).

Comme nous verrons plus loin, les pays de l'ASEAN sont désireux de montrer de la bonne volonté envers le Vietnam en acceptant de lui accorder un statut d'observateur, mais ils ont beaucoup de réserves quant à son admission immédiate et inconditionnelle comme membre à part entière.

III - Le deuxième fait important de ces derniers mois est l'invitation aux Russes à quitter Cam Ranh au plus vite. "Le Vietnam veut que les Soviétiques s'en aillent. Cela ne fait pas de sens qu'ils restent à présent", dit un lieutenant de la marine à Cam Ranh, citant comme raison la non-fiabilité de l'Union soviétique comme allié. Et le chef adjoint de la province de Khanh Hoa, où se trouve cette base, dit qu'il désire que les Soviétiques s'en aillent "le plus tôt possible" pour qu'on puisse convertir la base en port commercial avec la collaboration de l'Australie et des gens de ... Taiwan.

Compte tenu du fait que le PCV exerce une censure très stricte sur tout ce qui est politique, il est permis de penser que de telles déclarations publiques traduisent la pensée des dirigeants du PCV. D'ailleurs, le ministre des Affaires étrangères Nguyen Manh Cam, qui, ironiquement, avait défendu la thèse du caractère stratégique de l'alliance soviéto-vietnamienne à Moscou où il était ambassadeur il n'y avait pas très longtemps, a lui-même déclaré à Manille que le Vietnam ne voulait plus autoriser "aucune puissance" à avoir des bases militaires sur son sol, car une telle présence nuirait au développement de "l'Asie du Sud-est" (!). Comme la seule puissance se trouvant dans cette catégorie est l'actuelle Russie, ex-Union soviétique, ce message ne peut que se référer à celle-ci, qui, d'ailleurs, s'apprêtait à envoyer instamment une délégation au Vietnam pour négocier le retrait des (ex)-soviétiques du pays.

On apprend, d'autre part, que l'Institut Pushkin (équivalent de l'Alliance française, Goethe Institute, et British Council), prévu dans les accords antérieurs entre l'Union soviétique et le Vietnam socialiste aux beaux jours de la grande solidarité internationale prolétarienne, ne verra pas le jour, et l'agence Tass fermera aussi ses portes bientôt. La Russie est devenue d'ailleurs un partenaire mineur du Vietnam dans le commerce exté-

rieur de ce dernier, après avoir été au premier rang. En 1991, les importations du Vietnam en provenance de l'URSS ne comptaient plus que pour 16% du total, contre 35% des pays capitalistes, et Singapour est devenu le premier partenaire commercial du Vietnam, devant le Japon et d'autres pays de l'Asie .

Donc, en tout et pour tout, "la solidarité et la coopération totale" avec l'Union soviétique a cessé d'être la "pierre angulaire" de la politique étrangère du PCV.

Les deux faits ci-dessus montrent que le Vietnam est entré dans une ère nouvelle dans laquelle, désillusionné de ses chimères moscovites lointaines, il est forcé de se tourner vers ses voisins sud-est asiatiques. La géographie a réaffirmé son influence décisive, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Aux jeux des dirigeants du PCV, économiquement, l'ASEAN est devenu la planche de salut du Vietnam, et politiquement, l'ASEAN a remplacé l'URSS comme la "pierre angulaire" de sa politique étrangère. Ceci va avoir des conséquences importantes sur l'orientation idéologique du pays à long terme, et, très possiblement, à moyen terme aussi.

IV - Le principe de "pierre angulaire" était lancé formellement lors du 5^e congrès national du PCV en *Mars 1982* par Le Duan dans son rapport politique. "La solidarité et la coopération totale" avec l'Union soviétique est la "pierre angulaire" de la politique étrangère du Parti et du pays, dit-il. Ce principe a été réaffirmé avec force par tous les leaders du PCV au cours des années suivantes, en particulier lors du soixante dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre en 1987.

Cette politique était naturelle, vu que, dès 1976, le Vietnam avait à faire face à un conflit avec la Chine, une guerre avec le Cambodge soutenu par la Chine, une confrontation avec l'ASEAN et les Etats Unis, et une situation économique catastrophique.

Inévitablement, l'application systématique du principe en question a abouti à l'intégration totale du Vietnam - politiquement, diplomatiquement, économiquement, et militairement - au système soviétique : adhésion au Comécon en juin 1987, suivie en novembre par la signature du traité d'amitié et de coopération entre les deux pays. Coopération ici veut dire coopération militaire. (Les Chinois étaient prompts à faire remarquer que ce traité "sent la poudre".)

En retour, le Vietnam socialiste recevait un soutien diplomatique, économique et militaire total de l'Union soviétique. Au cours des quinze années 1976-1991, l'aide économique et militaire soviétique se chiffrait à 2 milliards de dollars US par an en moyenne. La grosse machine militaire du pays (1,2 million d'hommes) et ses opérations militaires coûteuses au Cambodge étaient financées par les Soviétiques, et le parapluie soviétique protégeait le Vietnam contre une attaque générale des Chinois.

Avec le ferme appui soviétique, les leaders du PCV considéraient le Vietnam socialiste comme "une citadelle inexpugnable de l'indépendance nationale, de la démocratie et du socialisme (terme qui rappelle le Cominform de Staline) en Indochine et dans le Sud-est asiatique", et pouvaient appliquer allègrement une ligne dure en matière de politique intérieure et extérieure : transformation socialiste accélérée au pays ; arrogance et confrontation vis à vis de la Chine, de l'ASEAN et des Etats-Unis, invasion et occupation du Cambodge.

C'était l'époque où les dirigeants du PCV, emportés par l'euphorie de leur grande victoire sur les Etats-Unis, victoire qui, à leurs yeux, avait fait pencher le rapport des forces dans le monde en faveur d'un bloc socialiste s'étendant de la Mer de Chine à

l'Elbe, croyaient ferme que l'agonie du capitalisme touchait à sa fin et que l'ère socialiste à l'échelle mondiale allait bientôt commencer. Comme les Nazis en 1940, la ferme conviction en la victoire certaine faisait tomber toute prudence, refuser toute concession, admettre toute possibilité d'erreur.

Malheureusement, erreur il y a eu, et c'était une erreur stratégique colossale et désastreuse - qui a fait perdre au Vietnam 17 précieuses années. L'appui soviétique n'était ni éternel, ni sans réserve. L'Union soviétique n'était pas éternellement puissante. Et le socialisme n'était pas près de remplacer le capitalisme partout dans le monde.

A partir de 1986, il était devenu de plus en plus clair que l'Union soviétique ne fournirait plus au Vietnam tout l'appui et toute l'aide que ce dernier attendait d'elle. En mai 1986, Gorbatchev mettait Le Duan au courant de ses idées sur **glasnost** et **perestroïka**, avant même de prononcer son fameux discours au vingt-septième congrès du PCUS en novembre. L'année suivante, c'était le tour de Nguyen Van Linh, qui avait remplacé Le Duan décédé.

Mais Linh et Duan avaient pensé que les changements envisagés par Gorbatchev étaient "léninistes", c'est à dire, changements de **forme** de lutte dictés par des considérations tactiques, dont le but était de sauver le socialisme et de le renforcer. C'était peut-être ainsi que Gorbatchev lui-même voyait aussi ses projets à l'époque.

Mais un an plus tard, il fallait déchanter. Lors d'une rencontre avec les délégués soviétiques en mai 1988, les délégués du PCV envoyés secrètement à Moscou pour obtenir l'approbation par le Parti communiste soviétique (PCUS) du programme que le Politburo vietnamien allait présenter au septième congrès national du PCV recevaient un grand choc : leurs camarades soviétiques leur faisaient comprendre sans ambages que la ligne dure n'était plus de mise, qu'il ne fallait plus penser en termes de confrontation et d'écrasement du capitalisme, mais de convergence d'intérêts et de coopération ; que l'amélioration des conditions économiques de la population était un objectif prioritaire et qu'il fallait placer l'intérêt de l'Humanité au dessus des intérêts du Parti.

Entre temps, Moscou faisait comprendre au PCV vietnamien qu'il leur faudrait se retirer du Cambodge et accepter un accord international ; réduire l'effectif des forces armées vietnamiennes de 600.000 hommes, et donner priorité absolue au développement économique du pays. Pour se faire vraiment bien comprendre, Moscou cessait tout soutien financier pour les opérations des forces armées vietnamiennes au Cambodge, et coupait l'aide militaire.

Au cours des trois prochaines années, le ciel s'effondrait sur la tête des leaders du PCV. Le Parti communiste soviétique laissait tomber les régimes communistes de l'Europe de l'Est ; il abandonnait son monopole du pouvoir ; en janvier 1991, il coupait pratiquement toute aide économique, financière et militaire au Vietnam : de 2 milliards de dollars US par an, cette aide est réduite à 110 millions, dont seulement 10 millions en dons ; il exigeait le remboursement des 10 milliards de dettes, ainsi que le paiement pour la fourniture de matériel militaire soviétique, en devises fortes. Et pire que tout, il acceptait la désintégration de l'URSS et sa propre destruction, privant ainsi le PCV de la base de sa propre puissance, et surtout de son phare idéologique.

Le PCV est ainsi devenu orphelin de père. Il sera également orphelin de mère quand les dirigeants chinois lui feront comprendre très clairement en septembre 1991, lors de la visite officielle à Pékin du général Le Duc Anh, qui avait la haute main sur la politi-

que et les affaires étrangères au Politburo vietnamien, que la Chine n'avait ni le désir, ni les moyens, de se substituer à l'Union soviétique, surtout comme bailleur de fonds du Vietnam.

Le Vietnam se trouvait donc dans une situation d'isolement diplomatique total, et d'effondrement économique imminent. Jusqu'à la levée de l'embargo américain, qui laisserait les capitaux étrangers entrer massivement dans le pays et lui permettre de respirer économiquement, la seule porte par laquelle elle pouvait recevoir de l'air et éviter l'asphyxie économique totale était l'ASEAN. Etablir de bonnes relations au plus tôt avec cette organisation tant haïe et méprisée auparavant est devenu la nouvelle "pierre angulaire" de la politique étrangère du PCV. Ceci explique les efforts intenses déployés par les dirigeants du Parti pour établir des relations plus étroites et plus confiantes avec les pays membres de l'organisation au cours des deux dernières années.

V - Les avances du PCV sont accueillies avec des sentiments mixtes par les pays membres de l'ASEAN. Si ceux-ci sont pratiquement unanimes à penser que l'admission du Vietnam est une chose très désirable en elle-même, le fait que les systèmes économiques, et plus encore les régimes politiques de ces pays, diffèrent fondamentalement de celui du Vietnam, dont les dirigeants actuels se cramponnent encore très fort au pur marxisme-léninisme; les obligent à être prudents.

Tous les pays membres actuels de l'ASEAN pratiquent économiquement le système de libre entreprise capitaliste, et politiquement le système de démocratie libérale. Or les dirigeants actuels du PCV rejettent résolument l'un et l'autre. Ils ont encore réaffirmé cette position lors du septième congrès national du Parti en juin. S'ils ont accepté l'idée de l'économie du marché, le concept, et encore plus, la terminologie, employés par le PCV trahissent plutôt un cramponnement au marxisme-léninisme modèle de 1930, c'est à dire staliniste. A leurs yeux, seuls les "simples d'esprit" acceptent la théorie de convergence d'intérêts, et si le Vietnam a besoin de dollars, ils les veulent "sans les ordures" et "sans les mouches et les moustiques qui les accompagnent".

Sur ce point, les cours donnés par Dao Duy Tung à l'Institut Nguyen Ai Quoc aux cadres importants et aux directeurs des écoles du Parti en août l'année dernière pour fournir à ceux-ci une interprétation autorisée des résolutions sur la politique de **doi moi** adoptée par le Parti lors du septième congrès, comme les écrits - **Tap Chi Cong San** et autres - et les déclarations à usage interne faites par des membres importants du Parti, ne laissent aucun doute. Mais, apparemment, les dirigeants de pays membres de l'ASEAN ne sont pas dupes.

L'attitude actuelle des pays membres de l'ASEAN est donc marquée de prudence. Ils envisagent l'admission du Vietnam en deux temps. En un premier temps, admettre le Vietnam avec le statut d'observateur en consentant à la signature par celui-ci du Traité d'amitié et de coopération de 1976. Au deuxième temps, l'admettre comme membre à part entière. Mais cette admission automatique et inconditionnelle du Vietnam : elle examinera la question dans cinq ans, et il faut que le Vietnam ait adopté des réformes radicales pour aligner son système économique sur celui des autres membres de l'ASEAN avant qu'elle consente à examiner sérieusement son admission comme membre à part entière. Autrement, dit-elle, l'association du Vietnam à l'ASEAN ne sera qu'un "mariage entre une poule et un canard".

Singapour est plus subtile. Elle considère l'admission du Vietnam à l'ASEAN comme une chose désirable en soi et inévitable à long terme, mais elle pense que cette ad-

mission sera possible seulement quand le Vietnam sera en mesure de s'intégrer au système économique international. Par implication, le Vietnam aura un bon bout de chemin encore à faire : il lui faudra modifier plus profondément encore son système actuel pour rendre une telle intégration possible, puisque le système économique international actuel, tel qu'il est, et surtout après la disparition du modèle soviétique, est un système de libre entreprise totale sans rival.

Cependant, si les dirigeants actuels du PCV acceptent l'idée d'économie du marché, ils le font à contre coeur : ils veulent une "économie du marché sous direction de l'Etat" - terme qui n'a aucun sens pour les vrais économistes - et parlent de l'entreprise d'Etat comme la base de l'économie. "Economie du marché sous direction de l'Etat" est à leurs yeux la solution géniale qui leur permettra de réaliser leur objectif immuable : faire du Vietnam un pays socialiste à tous prix, selon le modèle du socialisme "pur" de Marx, Lénine et Staline des années 1930 - qui est enseigné à l'Institut Nguyen Ai Quoc actuellement. Ils veulent donc entrer dans l'ASAEN, mais à reculons.

Alors, pour que la proposition "ASEAN : pierre angulaire de la politique étrangère du Vietnam", autrement dit, une pleine, franche, et fructueuse intégration du Vietnam à l'ASEAN, ait un sens réel, de deux choses l'une : ou les dirigeants actuels du PCV sont remplacés par d'autres vraiment réformistes, qui accepteront de jouer sans réserves le jeu de la libre entreprise et de la démocratie libérale ; ou les structures de l'économie - et partant, les structures politiques - du Vietnam changent au point où, en fait, le Vietnam cesse d'être "socialiste".

La première solution semble peu praticable dans l'immédiat, mais, à moyen terme, elle ne doit pas être complètement exclue, surtout si la Chine, sous la nouvelle impulsion de Deng Xiao - ping, vire nettement plus vers la droite, ce qui encouragera grandement les réformistes à l'intérieur du Vietnam, et surtout à l'intérieur du PCV, et les incitera à chercher à modifier le rapport des forces en leur faveur.

La seconde solution prendra beaucoup de temps. Mais avec une pression certaine, et croissante, de la part des pays de l'ASEAN, ce temps pourra être raccourci considérablement. Les pays de l'ASEAN ont donc un très important rôle à jouer, et s'ils le jouent avec résolution et finesse, ils auront beaucoup de chances de réussir à sauver le Vietnam - malgré lui. Paradoxalement, forcé de se tourner vers l'ASEAN, le Vietnam y trouvera peut-être son salut. Adieu Moscou ! Bonjour Singapour !

T.T.T.